

HORIZONS

Des coopérant·e·s pour un monde plus juste



4 - 11 | DOSSIER

Ensemble, faire face au changement climatique

4 | NICARAGUA

Quel avenir pour les jeunes paysan·ne·s ?

8 | DÉBAT ZOOM

Activistes pour le climat, ici et là-bas

10 | ZAMBIE

Planter des arbres pour le climat



A la ferme d'Israel Josué Ojeda Martínez, à Guabo Tope, on trie la récolte d'haricots que les ouragans et un régime de pluies perturbé par le changement climatique n'ont pas détruits.

CHÈRES LECTRICES, CHERS LECTEURS,

DES SOLUTIONS COMMUNES FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les fortes pluies provoquées par les ouragans Eta et Iota en novembre dernier ont inondé des champs et des pâturages au Nicaragua, mettant en péril la culture du café, du sucre de canne, des arachides, du riz, du maïs et des haricots, produits dont dépendent la sécurité alimentaire du pays et une grande partie de ses exportations. Des phénomènes météorologiques extrêmes qui risquent d'affamer une grande partie de la population et de doubler le nombre de migrants climatiques potentiels.

Ces dégâts exigent une réflexion sur la relation de plus en plus étroite entre l'activité humaine et l'environnement, comme le rappelle à juste titre la climatologue Valentine Python dans ses commentaires sur l'interview, en pages 9 et 10, de deux jeunes militants du climat : l'une du Nicaragua, l'autre de Suisse.

Des dommages qui nécessitent une volonté collective d'empêcher le changement climatique de s'aggraver, et de trouver des solutions qui peuvent faire la différence : réduire la vulnérabilité face aux catastrophes, améliorer la gestion et la protection des ressources environnementales, et veiller à ce que le développement économique ne se fasse pas au détriment de la durabilité environnementale.

Comme vous pouvez le constater en lisant ce numéro d'Horizons, plusieurs coopérant-e-s de Comundo relèvent ce défi avec enthousiasme et professionnalisme, en essayant de promouvoir et de soutenir des initiatives et des projets dans lesquels les jeunes jouent un rôle central.

Afin d'éviter l'exode des zones rurales touchées par les effets négatifs du changement climatique dans le nord du Nicaragua, le coopérant Ludovic Schorno et son organisation partenaire ADDAC encouragent la diffusion de techniques de production durables qui favoriseront une plus grande sécurité alimentaire et la création de revenus, en accordant une attention particulière à la participation active des jeunes.

Mais pour construire des communautés véritablement durables, il faut agir au plus vite : c'est pourquoi Impact Network, notre partenaire en Zambie, a décidé de promouvoir des programmes d'éducation environnementale et des actions de reboisement, avec le soutien de notre coopérante Cora Jüttemann, dans plusieurs écoles communautaires de niveau primaire.



Corinne Sala,
Directrice Bureau Suisse italienne / Programme Nicaragua



Photo de couverture : Meysi Nayeli Larios Duarte et Ludovic Schorno constatent ensemble les effets du changement climatique pour les petits paysans au Nicaragua

Foto: Kuba Okon



Les paysans du Nicaragua face à leur avenir

Sécheresse, inondations, régime de pluies perturbé, tempêtes destructrices, déforestation : le Nicaragua est très vulnérable face au changement climatique. Les familles paysannes, directement impactées, cherchent de meilleures perspectives. Ludovic Schorno, coopérant Comundo, et l'organisation partenaire ADDAC s'engagent à leurs côtés.

Texte : Philippe Neyroud, Photos: Kuba Okon

Ludovic Schorno évoque avec Israel Josué Ojeda Martinez et ses parents les perspectives d'avenir des petits paysans face au changement climatique.





Israel : « Les alternatives proposées par ADDAC demandent des efforts, mais elles améliorent lentement notre situation. »



Dans le Nord du Nicaragua, l'avenir des paysan-ne-s est mis en danger par le changement climatique. L'action de Comundo s'inscrit dans l'Objectif de Développement Durable n°13 de l'ONU, *Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions*, et œuvre à garantir la sécurité alimentaire et les perspectives de ces familles : cinq de nos coopérants s'investissent dans divers projets, parmi lesquels l'agronome fribourgeois Ludovic Schorno.

« A Matagalpa, les $\frac{3}{4}$ des exploitations paysannes ne se partagent que 15% des surfaces cultivées. Et le peu de terres qu'ils cultivent pour produire café, haricots, maïs ou tubercules, sont durement affectées par les tempêtes et les inondations qui ont causé 60% de perte des récoltes en 2020 », précise-t-il. Et les projections de grande variabilité des températures et des précipitations montrent que l'avenir de ces familles sera toujours plus affecté par le changement climatique.

Eviter l'exode rural voire l'exil

Pour apporter des réponses utiles aux populations concernées, Ludovic s'engage auprès d'ADDAC, l'organisation locale partenaire de Comundo, qui promeut le développement agricole durable auprès des familles paysannes du département de Matagalpa depuis 1989. Agriculture biologique, diversification de la production, banques de semences, développement de coopératives, crédits et développement des canaux de vente : fortement ancrée, ADDAC soutient quelque 3'000 familles.

Avec elle, Ludovic Schorno renforce une approche agroécologique auprès des petits paysans, leur transmet des connaissances et méthodes alternatives adap-

tées pour améliorer et diversifier leur production et leurs sources de revenus. « C'est un enjeu capital pour la sécurité alimentaire des familles et l'avenir des jeunes, pour éviter qu'ils ne cherchent un soi-disant meilleur avenir dans les périphéries des villes ou à l'étranger. Formés et intégrés à diverses actions de sensibilisation, l'animation d'émissions de radios communautaires par exemple, l'objectif est de les rendre acteurs du changement de pratiques en termes de production agricole, de nutrition, de protection environnementale ou de gestion des déchets ».

Agroécologie et sensibilisation des jeunes

À Matagalpa depuis 2019, Ludovic a pu constater l'acceptation grandissante par les familles des pratiques agroécologiques, leur volonté d'apprendre et d'accéder aux conseils d'ADDAC, à son appui technique et matériel. Avec ADDAC, Ludovic leur propose désormais un menu étendu de techniques et outils qui leur permettront de renforcer leur sécurité alimentaire et économique, de même que leur résilience face aux changements climatiques. Et dans le même temps il s'adresse à de nombreux jeunes dans une perspective de sensibilisation aux enjeux du changement climatique, pour leur avenir personnel et celui de leur communauté.

Parmi ceux-ci Meysi Nayeli Larios Duarte, étudiante en informatique de 20 ans, et Israel Josué Ojeda Martínez, technicien vétérinaire de 24 ans, s'investissent au sein de leur communauté. La famille de Nayeli produit sur 8 hectares maïs et haricots, cacao et bananes, alors que celle d'Israel, sur 17 hectares, se concentre sur l'élevage bovin. Avec Ludovic, les deux jeunes témoignent de leur situation et évoquent leur avenir dans le contexte du changement climatique.



Nayeli : « Si rien n'est fait, je crains que ma famille n'ait d'autre choix que de migrer en ville pour travailler. »

Horizons : Quels sont les principaux impacts du changement climatique ?

Nayeli : Avant, à El Rosario, les saisons étaient normales, mais maintenant les pluies en saison sèche font germer ou pourrir les haricots. Sans cette récolte, nous avons dû abandonner nos projets. Peut-être que dans le futur il ne sera simplement plus possible de produire ?

Israel : Dans notre village de Guabo Tope, le rythme des saisons n'est plus fiable. Alors on sème à d'autres moments et de plus petites quantités pour limiter le risque des pertes. Et on choisit désormais des races de bétail qui supportent des climats plus chauds.

« ADDAC nous propose des stratégies qui augmentent mes ressources et celles de ma famille »

Comment vois-tu ton avenir ?

Nayeli : Mon projet à moi, c'est finir mes études. Mais à cause du changement climatique, si rien n'est fait, je crains que ma famille n'ait d'autre choix que de migrer en ville pour travailler, car sur les terres plus rien ne fonctionnerait.

Israel : Nous sommes sur une mauvaise pente : beaucoup de gens déboisent et les sources d'eau s'assèchent. Nous essayons bien de conscientiser nos voisins, mais mis sous pression par la situation certains s'y refusent.

Quel soutien concret as-tu reçu de la part d'ADDAC ?

Nayeli : ADDAC est une excellente organisation. Elle nous a aidé avec des plants, du matériel pour construire un poulailler. Ses ateliers m'ont aidé dans mon développement personnel : violences, genres, protection de la nature et de l'environnement. Et puis elle m'apporte aussi une aide économique pour mes études.

Israel : Je côtoie ADDAC depuis tout petit. Ils nous amènent des connaissances en agroécologie, comme l'utilisation d'engrais et la re-fertilisation des sols, en entrepreneuriat... Leurs alternatives ont permis à des petites exploitations de mieux s'en sortir que d'autres fermes plus grandes. Ce changement demande des efforts, mais il améliore lentement notre situation.

Te sens-tu pleinement protagoniste de ton destin ?

Nayeli : Oui, je m'engage dans les réunions communales, et avec ADDAC je suis leader d'un groupe de jeunes qui réalise des programmes d'agroécologie sur une radio communautaire, ou des actions de reforestation. Et ça fonctionne : contrairement à d'autres villages, chez nous il y a toujours de l'eau !

Israel : En lien avec mon métier, je m'engage ici sur le thème du bien-être animal. Et je continue à suivre les ateliers de développement social et humain d'ADDAC : ça m'ouvre l'esprit à d'autres solutions, et me permet de découvrir des stratégies qui augmenteront mes ressources et celles de ma famille. ➤



INFO / VIDEO

www.comundo.org/fr/schorno

Deux jeunes paysan-ne-s face à leur avenir !



Changer maintenant, ou en payer le prix trop longtemps

Ce sont eux qui sont les plus touchés par le changement climatique, car ils ont encore de nombreuses années devant eux : deux jeunes militants pour le climat du Nicaragua et de Suisse nous expliquent pourquoi il est nécessaire d'agir maintenant. La climatologue Valentine Python commente leurs revendications.

Texte : Priscilla De Lima, Photos : Comundo (captures d'écran Zoom)

Horizons : Siro Pedrozzi et Jacquelin Ruíz, qu'est-ce qui vous préoccupe et vous motive à être actifs contre le changement climatique ?

Jacquelin Ruíz : Notre région appartient au "couloir sec" du Nicaragua, la terre est aride et la production agricole est fortement réduite: autrefois, chaque famille cultivait par ses propres moyens, maintenant cela n'est plus possible. Deux exemples très concrets: l'année dernière, les ouragans Eta et Iota nous ont fait perdre 60% de nos récoltes, ils ont causé d'énormes dégâts et même des décès. Voilà pourquoi nous réalisons que nous devons prendre soin de l'environnement.

Siro Pedrozzi : Contrairement au Nicaragua, notre survie n'est pas en danger en Suisse, mais la qualité de vie l'est, même si elle n'est pas comparable à ce qui se passe dans le Sud. Pour nous, c'est une question de sens de la justice et de la responsabilité: nous sommes fortement responsables du changement climatique, non seulement en raison de notre consommation, mais aussi de la présence de nombreuses multinationales et d'un secteur financier très actif. Nous devons donc faire notre part.

Quels sont vos modes d'action et vos activités ?

SP : La grève du climat est un mouvement qui a débuté il y a deux ans au niveau national et qui fait de l'activisme politique pur par le biais de grèves et de manifestations. Nos objectifs sont de rendre les émissions de gaz à effet de serre de la Suisse neutres d'ici à 2030, et d'assurer la justice climatique.

JR : Tuktan Sirpi défend les droits de l'enfant, y compris le droit à un environnement de vie sain, à travers des espaces de parti-

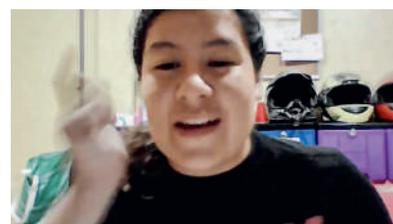
icipation dont les jeunes, filles, garçons et adolescent-e-s, sont les protagonistes. L'objectif est de devenir des acteurs du changement à travers nos activités. J'appartiens notamment à un réseau actif sur le plan environnemental avec des activités de reforestation et de recyclage, des débats éducatifs et des actions de sensibilisation.

En Suisse, la population agit par sens des responsabilités. Au Nicaragua, pour sa survie.

Que faites-vous dans votre vie quotidienne pour lutter contre le changement climatique ?

SP : En tant que mouvement, nous rejetons la rhétorique de la responsabilité individuelle comme moyen de lutter contre le changement climatique, alors que certaines entreprises en sont objectivement responsables : il y a 50 ans, elles savaient déjà ce qui allait se passer et n'ont rien fait pour l'empêcher. A titre individuel, il est également important de faire preuve de cohérence. Pour donner quelques exemples très simples : depuis que j'ai commencé à lutter pour le climat, j'ai arrêté de manger de la viande et j'essaie de manger des produits locaux, et lorsque je me déplace je privilégie la mobilité douce et les transports publics.

JR : J'applique personnellement les bonnes pratiques environnementales en respectant la propreté, en triant les déchets et en donnant le bon exemple. La question du



voyage ne se pose presque pas : au Nicaragua, la plupart d'entre nous n'utilise pas de transports privés, nous n'avons pas de voitures ou de motos.

Quelles sont vos préoccupations mais aussi vos souhaits pour l'avenir à moyen et long terme ?

JR : Dans dix ans, j'espère que les personnes avec lesquelles nous sommes en contact auront pris conscience des dommages causés à l'environnement, que nous nous comporterons de manière écologique et que les générations futures seront éduquées en conséquence. Ici au Nicaragua, il existe des lois pour protéger la flore et la faune, mais elles ne sont pas respectées. J'espère donc pouvoir influencer les autorités pour que ces lois soient appliquées.

SP : Je souhaite que, dans dix ans, la collaboration déjà instaurée avec les partis, les

syndicats et d'autres organisations, débouche sur une très forte mobilisation populaire impliquant la Suisse au niveau international dans la lutte contre le changement climatique.

Pourquoi est-il important que les jeunes agissent pour le climat ?

JR : En tant qu'organisation, Tuktan Sirpi vise à ce que les enfants et les adolescents exercent leurs droits, qu'ils soient les protagonistes de leur propre développement et des transformations sociales, et que les adultes les reconnaissent et les respectent. Les parents voient leurs enfants mettre en œuvre de bonnes pratiques environnementales, ce qui les aide à prendre conscience et, espérons-le, à changer progressivement.

SP : Nous vivons un moment décisif dans l'histoire de l'humanité : nous verrons si le changement climatique est quelque chose

d'irréversible ou non. En tant que jeunes, nous sommes particulièrement sensibles à cette question car nous devons vivre avec les conséquences du changement climatique pendant longtemps. La grève du climat n'est pas très hiérarchisée et je pense que c'est une force car il y a beaucoup de spontanéité, de flexibilité et de capacité à réagir rapidement aux événements. Les jeunes dirigent tout et il y a beaucoup de créativité et de place pour les nouvelles idées. ➔



INFO / VIDEO

www.comundo.org/fr/tuktansirpi

L'action de Tuktan Sirpi en images!

Climatologue et Conseillère Nationale vaudoise Les Verts, Valentine Python commente le débat entre les deux activistes climatiques.

Horizons : Valentine Python, comment réagissez-vous, sur le plan scientifique et politique, aux déclarations de Jacquelin Ruíz et Siro Pedrozzi ?

Valentine Python : Les différences entre la perception du changement climatique en Suisse et au Nicaragua sont évidentes : au Nicaragua, les conséquences sont violentes et dangereuses même pour la vie des personnes. Si l'augmentation de la température mondiale dépasse 2 degrés Celsius, certaines régions ne seront plus habitables car la température sera supérieure à ce que le corps humain peut supporter. Mais attention : les événements extrêmes et l'insécurité sont également en augmentation en Suisse. En général, la situation de notre planète est dramatique : nous sommes confrontés à une sixième extinction de masse, la dernière ayant eu lieu il y a 65 millions d'années avec la disparition des dinosaures, causée par une météorite. Malheureusement, cette fois, la cause est due à l'activité humaine.

Ce qui me réconforte, c'est que les deux jeunes, malgré ces différences, montrent qu'ils sont conscients d'une même humanité qui doit trouver des solutions collectives pour limiter le réchauffement climatique et s'adapter à ses conséquences.



Quel est selon vous le potentiel du mouvement des jeunes pour le climat (malgré la crise actuelle) ?

Ils ont raison d'agir : il est urgent de réagir fortement si nous voulons inverser les émissions de gaz à effet de serre avant qu'il ne soit trop tard. Nous sommes déjà très en retard et le monde politique est parfois très éloigné de la réalité objective des faits. Dans ce sens, les mouvements de jeunesse avec leur énergie, leur détermination et leur créativité sont fondamentaux. Mais s'ils veulent des changements politiques, ils doivent mieux canaliser leurs demandes. Nous vivons dans un système qui, malgré tous ses défauts, est toujours démocratique. Mais si on n'utilise pas le premier droit démocratique, c'est-à-dire le vote, au final

les choses ne changeront jamais en profondeur. Les jeunes militants doivent donc voter pour ceux qui mènent des politiques en adéquation avec leurs valeurs.

Quel message souhaitez-vous transmettre à ces deux jeunes en particulier ?

Je voudrais leur dire de ne pas se décourager, malgré l'inertie de la politique et l'énorme travail à accomplir. Il y a beaucoup d'injustices et de difficultés, mais il est indéniable que partout dans le monde de plus en plus de personnes veulent faire changer les choses de la meilleure manière. Les jeunes ont besoin de se mettre en contact et, en ce sens, nous avons une marge de progression : ici, au Nord, nous devons être les porte-parole du Sud et encourager leur participation au débat.



INFO / VIDEO

www.comundo.org/fr/activistes

Ici et là-bas : les temps forts du débat !

Les aîné·e·s s'engagent

En Suisse, les aîné·e·s aussi s'engagent face au changement climatique. Combat judiciaire des Aînées pour la protection du climat, approche politique des Grands-parents pour le climat de Fribourg, ils et elles mobilisent des compétences aguerries et font bouger les lignes.

Inspirées en 2016 par une jurisprudence hollandaise de 2015, les 2'000 membres des Aînées pour la protection du climat et leur co-Présidente Anne Mahrer mènent une action judiciaire contre la Suisse pour qu'elle se montre exemplaire dans le respect des accords de Paris qu'elle a ratifiés. « La loi sur le CO2 soumise au vote le 13 juin est un premier pas, mais insuffisant quant au respect des droits fondamentaux des citoyen-ne-s : la protection de leur vie et de leur santé. Il faut que notre droit se climatise », précise-t-elle.

Requête déposée au Département fédéral de l'environnement (DETEC) en 2016, qui l'a rejetée, les recours au Tribunal Fédéral administratif en 2018 puis au TF en 2020 n'ont pas abouti. Le mouvement l'a alors déposée auprès de la Cour Européenne des Droits de l'Homme de Strasbourg à fin 2020, qui l'a déclarée prioritaire fin mars 2021 en raison de « l'importance et l'urgence des questions soulevées », à l'instar d'une précédente requête de jeunes Portugais contre 33 pays dont la Suisse. Un premier succès !

Le groupe des Grands-parents pour le climat de Fribourg, constitué en 2019, s'inscrit, lui, dans un mouvement national initié en 2014. Avec les jeunes de la Grève du Climat, ils ont lancé une motion populaire : "500 millions pour le climat et l'environnement dans le canton de Fribourg". Son porte-parole Jacques Eschmann précise : « Forte de 800 signatures récoltées durant le confinement, la motion demande que le canton investisse sur 10 ans cette part de sa fortune d'1.1 milliard dans 5 programmes : assainissement des bâtiments, énergies alternatives, développement durable, plan climat et biodiversité. »

Déposée en avril 2020 auprès du Conseil d'Etat, la motion sera soumise au Grand Conseil ce mois de juin. « Notre priorité est aujourd'hui au lobbying politique. Depuis le dépôt de notre motion, la fortune du canton a fondu de plus 320 millions (recapitalisation de la caisse de pension de l'Etat), et le solde a déjà été affecté en grande partie. Mais il est urgent d'agir : nous maintenons notre objectif de 500 millions ! »

Deux actions ambitieuses à suivre sur :
 → <https://ainees-climat.ch/>
 → <https://gpclimat-fribourg.blogspot.com/>

Les arbres



Avec soin et sous la direction de Cora Jüttemann, les enfants plantent des manguiers et des gliricidia.

Une protection contre la chaleur et plus de fruits à déguster – voilà deux effets concrets d'une action « plantation d'arbres » en Zambie. Mais plus important encore : la conscience écologique de la nouvelle génération évolue.

Auteure : Cora Jüttemann

Voilà une vision cocasse : près de 70 élèves de quatrième et de cinquième assis·e·s sur l'herbe sous un arbre. Le visage caché derrière des masques en tissu coloré, toutes et tous me jettent un regard curieux. Mme Mtonga, M. Zulu, Elida et moi avons pris place sur de petits bancs en bois. Ce matin-là, je visite la Kathangwira Community School, une école rurale dans l'est de la Zambie. « Good morning everyone », lancent Mme Mtonga et M. Zulu à la cantonade. « Good morning Miss Mtonga and Mister Zulu », répondent en chœur les enfants. « Aujourd'hui, nous avons la visite d'Impact Network. Elles vont nous montrer l'importance des arbres dans notre vie quotidienne ».

Les deux enseignant·e·s nous donnent ensuite la parole, et c'est parti ! Pourquoi les arbres sont-ils importants ? C'est quoi la déforestation ? Et pourquoi ce n'est pas bien ? Les enfants nous assaillent de questions, et nous de même. Le cours que nous avons préparé pour

qui changent la Zambie



Petits plants, grands effets : plus d'ombre et de fruits pour l'école.

Projet de Cora Jüttemann/ Impact Network

Grâce au projet d'Impact Network et de Cora Jüttemann, 40 écoles accueilleront un cours sur l'environnement et 12'000 arbres seront plantés d'ici à 2022. Ainsi, de nouveaux coins d'ombre seront disponibles, les écoles gagneront une nouvelle ressource alimentaire et les élèves se façonneront une conscience écologique. Impact Network promeut aussi le recyclage ainsi que la récolte et la valorisation de l'eau de pluie.

ce jour-là s'est finalement vite transformé en un débat vif et intéressant.

Des discussions aussi stimulantes dénotent un réel intérêt pour le sujet. Deux enfants sortent du lot : Isabel Phiri et Isaac Mtonga, tou-te-s deux en cinquième année. Grâce à leur soif de savoir, nous expliquons en détail l'importance des arbres, les causes de la déforestation et, surtout, les effets dévastateurs de celle-ci sur l'environnement en Zambie.

Planter et revaloriser

Comme la plupart des élèves en cette fin de matinée, Isabel et Isaac n'ont pas seulement envie de réfléchir, mais aussi d'agir. Les enfants sont réparti-e-s en groupes de trois pour la partie pratique : selon des instructions précises, les jeunes filles et garçons se mettent à planter des arbres, vingt-quatre précisément (12 manguiers et 12 gliricidias). Pas à pas, nous leur montrons comment planter correctement les jeunes pousses, ce à quoi il faut faire attention et comment protéger les plants des éléments extérieurs comme les animaux.

Les enfants trouvent nos trucs et astuces particulièrement impressionnants. En un coup de ciseaux, voilà que les vieilles bouteilles en plastique entamées se transforment en protection efficace pour les jeunes plants. On en profite pour faire d'une pierre deux coups et pour transmettre aux élèves les joies du recyclage : ils et elles ne doivent pas uniquement comprendre l'importance des arbres pour la survie humaine et pouvoir

en planter, mais doivent aussi apprendre à revaloriser leurs déchets. L'averse qui nous surprend rend l'arrosage, dernière étape de notre activité, superflu.

Quand je demande à Isaac à la fin de la matinée ce qu'il a trouvé particulièrement intéressant aujourd'hui, il me répond simplement : « Je ne savais pas que les arbres nous donnaient autant : du bon air, de la pluie et des fruits à manger ». Et Isabel de renchérir : « ... et sans les arbres, on souffrirait. On a besoin de plus d'arbres en Zambie ! ». ➤



INFO / VIDEO

www.comundo.org/fr/juettemann

Zambie : des enfants plantent des arbres !



Merci pour votre don !

Le travail de nos coopérant-e-s n'est possible que grâce à votre soutien.

CCP 17-1480-9

IBAN CH89 0900 0000 1700 1480 9

Ou faites simplement un don en ligne !

➔ www.comundo.org/dons

« L'action commune m'a convaincu »

L'ingénieur forestier Jean-Robert Escher s'est engagé auprès de Comundo aux Philippines pour la protection des forêts humides. Il a aidé les habitant·e·s à combiner agriculture et sylviculture de manière à garantir leurs revenus et à préserver les forêts naturelles.

Texte : Jean-Robert Escher, Simone Bischof Lusti



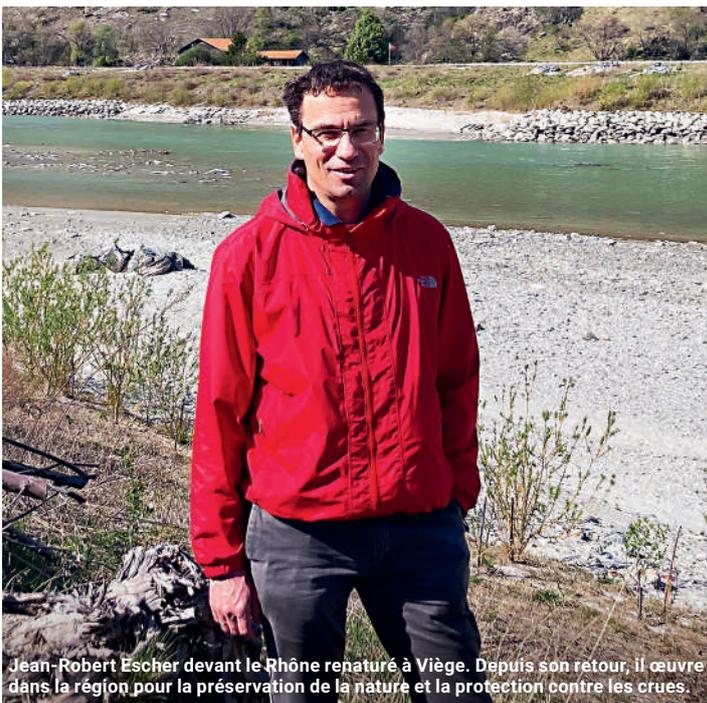
L'engagement de Judit, ma femme, et moi-même aux Philippines entre 2005 et 2009 fut unique. Nous avons pu nous imprégner du quotidien encore très traditionnel du petit village de Sabangan, dans les montagnes du nord des Philippines. Bien que la vie là-bas nous était étrangère, nous nous sentions entre de bonnes mains, notamment en 2005 à la naissance de Ruben, notre premier enfant. La région abrite des identités culturelles et politiques plus différentes les unes des autres : les croyances indigènes cohabitent avec la foi chrétienne, le tout au sein d'un système administratif aux accents américains, reliquat de l'époque coloniale. Il n'est pas surprenant, par exemple, de voir une personne respectée d'une communauté indigène rejoindre le Conseil paroissial catholique.

Enrayer le cercle vicieux

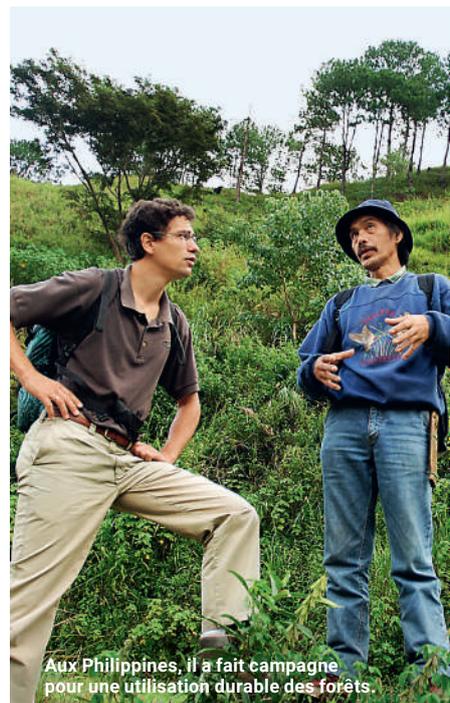
Repiquage, entretien et récolte : de tout temps, la culture traditionnelle du riz, avec ses pittoresques rizières en terrasses irriguées, a suivi ce rythme immuable. La

répartition des droits de partage de l'eau n'est pas sans rappeler l'utilisation des bisses, ces voies d'irrigation historiques de nos prairies valaisannes. Depuis quelque temps cependant, le pillage de la nature a considérablement augmenté. Les sols sont surexploités, notamment par des cultures inadaptées de maïs et d'autres légumes, et perdent leur fertilité. Pour gagner de nouvelles terres arables et récolter du bois, la déforestation bat son plein : voilà le cercle vicieux que nous avons essayé d'enrayer.

J'ai participé à un programme de protection et de préservation des forêts naturelles lancé par la Social Action and Development Center (SADC) du vicariat de Bontoc-Lagawe en ma qualité d'ingénieur forestier. L'organisme s'engage depuis longtemps dans la région en faveur des droits humains et de la protection de la nature. Les droits des communautés indigènes sont souvent étroitement liés aux questions de propriété foncière. Nous avons donc soutenu l'élaboration de plans locaux d'aménagement du territoire respectueux des besoins de la population et des forêts humides.



Jean-Robert Escher devant le Rhône renaturé à Viège. Depuis son retour, il œuvre dans la région pour la préservation de la nature et la protection contre les crues.



Aux Philippines, il a fait campagne pour une utilisation durable des forêts.

Nouveaux produits, nouveaux revenus

Pour les populations des régions montagneuses, subsister relève du défi. Puisque les parents partent travailler dans les centres urbains ou à l'étranger, c'est souvent avec les grands-parents que les enfants grandissent. Nous avons aidé les familles à obtenir de nouvelles sources de revenus grâce, par exemple, à la production et à la vente de nouveaux produits tels que des confitures, des jus de fruits ou des légumes bio. J'ai surtout, pour ma part, contribué à la mise en réseau de notre travail avec d'autres acteurs tels que les autorités publiques, les universités et les ONGs.

Mener une recherche minutieuse des partenaires était primordial, car certains fonctionnaires étaient impliqué-e-s dans des déforestations illégales. Pour lutter contre la corruption, nous avons travaillé directement avec les habitant-e-s des villages : ils et elles ne pensent pas qu'à l'argent et désirent faire bouger les choses, pour leur avenir et pour leur communauté. J'ai été très impressionné de les voir s'engager bénévolement au sein du village malgré des conditions de vie difficiles.

Accompagné-e-s par nos soins, les paysan-ne-s ont par exemple mis sur pied des coopératives pour se soutenir mutuellement et échanger leurs expériences. Nous avons sans cesse remis sur le métier la meilleure manière de combiner agriculture et sylviculture pour assurer les rendements et préserver les forêts naturelles. Ces forêts sont primordiales pour lutter contre le réchauffement climatique. Elles abritent en outre d'innombrables espèces animales et végétales rares et jouent un rôle central sur le plan hydrologique puisqu'elles atténuent les fortes précipitations et préviennent ainsi les glissements de terrain et les inondations.

La durabilité plutôt que la rapidité

La mise en œuvre des initiatives a toujours été assurée par la population locale. Ce sont ses besoins qui constituaient la base de nos activités. Ce partenariat d'égal à égal est un principe fondateur de Comundo qui m'a convaincu dès le départ. Un type de soutien qui renforce directement et durablement ses bénéficiaires. Plutôt que de me rendre aux Philippines avec un projet précis en tête, j'ai pu prendre le temps de rencontrer les gens et d'identifier leurs besoins. L'objectif n'était pas d'atteindre des résultats le plus vite possible, mais de mettre en place des processus de développement pour que les gens renforcent leur identité.

Après mon engagement, j'ai repris mes postes de chef de projet et de membre de la direction de notre Bureau pour l'environnement à Viège. Là aussi, il me semble important de prendre en compte les intérêts de tout le monde et de travailler de manière constructive à une solution commune. Nous n'avons plus été aux Philippines depuis notre retour, mais les amis que nous nous sommes faits là-bas nous accompagnent encore aujourd'hui ». ✚

Comundo met fin à son programme aux Philippines

Pendant 30 ans, le programme Philippines a fait partie intégrante de notre engagement. Il y a trois ans, nous avons cependant décidé de quitter l'Asie pour nous concentrer sur nos sept autres pays d'intervention, en Afrique et en Amérique latine. Jean-Robert Escher est l'un des 40 coopérant-e-s à avoir effectué un engagement de longue durée aux Philippines entre 1985 et 2021. Notre dernière coopérante sur place, la socio-pédagogue Mona Schmidt, est revenue au début de l'année 2021.

Notre engagement aux Philippines remonte à 1985, lorsque la Société Missionnaire de Bethléem (SMB) s'est associée au diocèse de Malaybalay, sur l'île de Mindanao. Au tournant du millénaire, la SMB a transmis ses activités opérationnelles, et donc la responsabilité du programme Philippines, à la Mission Bethléem Immensee, organisation porteuse de Comundo depuis 2016. En 1997, le centre opérationnel s'est déplacé du sud vers le nord, sur l'île montagneuse de Luçon. Outre l'écologie, le programme pays a abordé l'empowerment des femmes, l'éducation à la santé (par ex. le sida), le travail des jeunes, la pastorale intégrale dans les communautés religieuses, la lutte contre la corruption ainsi que le travail de paix parmi les communautés indigènes.

Un engagement avec Comundo vous intéresse ?

Nous recherchons constamment des coopérant-e-s voulant s'engager en Amérique latine ou en Afrique. Trouvez les informations sur notre site :
→ www.comundo.org/engagement

Vous souhaitez en savoir plus ?
Contactez Mathilde Defferrard : 058 854 12 40 /
mathilde.defferrard@comundo.org

« La digitalisation change fondamentalement la PEZA »

Comment Internet peut-il améliorer le quotidien des populations du Sud ? Quelle est l'influence du numérique sur la coopération au développement par l'échange de personnes (PEZA) ? Voilà les questions qu'ont abordé les 120 participant-e-s du 6e colloque international coorganisé par Comundo.

Auteure : Christa Arnet-Engetschwiler

Il aura fallu cliquer à cinq reprises sur la souris pour voir défiler à l'écran le visage de tou-te-s les participant-e-s.

À cause de la pandémie – mais en totale adéquation avec le thème du jour – c'est en ligne que les représentant-e-s de la PEZA en Bolivie, en Zambie, en Namibie, en Autriche, en Allemagne, en Suisse et dans bien d'autres pays du Nord et du Sud ont suivi la conférence en début d'année. « La digitalisation changera fondamentalement la PEZA. Notre objectif aujourd'hui est d'identifier les nouvelles tendances numériques et de nous inspirer d'exemples et de projets concrets », a déclaré Erik Keller, directeur de Comundo, en guise d'introduction à cet événement axé sur les perspectives qu'offrent la technologie et les nouveaux réseaux.

Plusieurs questions complexes ont été abordées lors des tables rondes et des présentations : comment Internet améliore-t-il le quotidien de nombreuses personnes en leur donnant accès à la connaissance et à de nouvelles formes de participation politique et économique ? Comment des projets relatifs à l'éducation, à la nutrition, à la paix, aux droits humains et à bien d'autres sujets peuvent-ils profiter du numérique ? Mais aussi : comment éviter que celles et ceux qui n'ont pas accès à Internet et aux ressources numériques ne soient exclu-e-s ?

Accéder, participer, contribuer

C'est à l'aune de ces axes de tension que Fritz Brugger, chercheur au centre NADEL pour le Développement et la Coopération de l'EPF Zurich, et Geraldine de Bastion, directrice de la société Konnektiv, qui prodigue des conseils dans le domaine de la transition numérique, ont pris la parole. F. Brugger a ainsi invité les participant-e-s à ne pas se laisser aveugler par un trop grand engoue-

ment : le numérique s'avère parfois impossible à mettre en œuvre dans le domaine du développement.

En matière d'éducation dans le cadre de la PEZA, G. de Bastion a expliqué être souvent sollicitée sur la pertinence ou non de

former les enseignant-e-s aux nouvelles technologies et de « numériser » les cours. Selon elle, ce n'est pas la bonne question. « Tout le monde devrait pouvoir participer et contribuer à sa manière au virage numérique, a-t-elle déclaré. La vraie question est de savoir comment nous pouvons offrir cette possibilité aux groupes marginalisés ». Cela nécessiterait des partenariats de confiance avec des organisations locales et internationales qui faciliteraient l'accès aux infrastructures et aux réseaux. Une coopération à plus long terme avec les fournisseurs informatiques locaux pour soutenir et élargir les offres numériques serait aussi judicieuse.

L'humain demeure primordial

La coopération au développement en ligne remplacera-t-elle un jour ou l'autre un-e coopérant-e sur le terrain ? Le numérique permet en effet d'approfondir et de simplifier, dans le monde entier, la coopération de la société civile. Elle doit être sûre et équitable, surtout dans un contexte marqué par des conflits et des « shrinking spaces » (rétrécissements du champ d'action de la société civile). Mais la coopération numérique ne peut se substituer au « réel » de l'échange de personnes, qui se nourrit de rencontres humaines entre des gens qui partagent une réalité, des expériences et des préoccupations communes. Ce point a fait l'unanimité parmi les participant-e-s.

L'état des lieux thématique dressé pendant ces deux jours de conférence a soulevé de nombreuses questions auxquelles seul le temps pourra répondre, notamment, qui sait, grâce à de futurs colloques sur la PEZA. À la fin de l'événement, cent vingt paires de mains se sont agitées face aux webcams : les nouveaux applaudissements à l'ère du numérique. ✚

Colloque de Lindau



Ce colloque international s'adresse aux travailleuses et travailleurs de la PEZA ainsi qu'aux responsables intéressé-e-s des ONGs, du monde politique et scientifique ou des administrations. Des personnalités du Nord et du Sud apportent leur éclairage critique lors de débats sur le sujet choisi par les associations porteuses – les trois plus grandes organisations de coopération par l'échange de personnes de l'espace germanophone : Comundo (Suisse), AGIAMONDO (Allemagne) et HORIZONT3000 (Autriche).

L'engagement en temps de Covid

Theres Höchli, responsable du recrutement chez Comundo, nous explique l'impact du Covid-19 sur le recrutement des futur-e-s coopérant-e-s, et les opportunités que cette situation offre.

Horizons : Comment te sens-tu depuis 2020, ne sachant pas si et quand les nouvelles et nouveaux coopérant-e-s pourront commencer leur engagement ?

Theres Höchli : La situation a été très difficile pour toute notre équipe. Au début de la pandémie, nous ne savions pas estimer si et quand tou-te-s ces spécialistes seraient en mesure de commencer leur mission. Cette incertitude existe encore aujourd'hui.

Il semblerait que chez Comundo aussi, la numérisation a une place différente aujourd'hui qu'il y a un an ?

C'est tout à fait le cas. La majorité de nos projets internes sont coordonnés via Teams, et en plus des entretiens d'embauche virtuels nous avons également déplacé nos événements d'information en mode *online*. Nous prévoyons également de réaliser une session d'évaluation entièrement en ligne.

Comment la formation des coopérant-e-s a-t-elle changé ?

Comme formation d'avant-départ, les coopérant-e-s suivent un cours de plusieurs semaines animé par Comundo et des consultant-e-s externes. Nous avons organisé une première semaine de cours virtuels en novembre 2020, expérience jugée positive par la plupart. Et encore poussé la réflexion plus loin : par exemple pour savoir comment nous pouvions développer les compétences de nos spécialistes par le biais de webinaires.

Lisez l'interview complète ici :

→ www.comundo.org/fr/actuel/news



Theres Höchli en pleine interview virtuelle.



www.comundo.org/fr/agenda

RENCONTREZ SACHA CHILLIER



L'un de nos coopérants romands, l'enseignant fribourgeois Sacha Chillier, sera de retour pour quelques semaines de Zambie où il œuvre à l'introduction de nouvelles technologies dans les écoles de Lusaka. Deux tables-rondes seront

organisées avec Sacha Chillier et Xavier Conus, enseignant et chercheur en sciences de l'éducation à l'UniFR, pour faire le point sur son travail en cette année de lockdown :

Jeudi 24 juin, Bureau Comundo, Fribourg, 18h00 ; et Vendredi 2 juillet, Espace Dickens, Lausanne, 18h00.

Plus d'infos sur :

→ www.comundo.org/fr/agenda

FIFF : PRIX DU JURY DES JEUNES, 16-25.07.2021

C'est officiel : le Festival International du Film de Fribourg aura lieu du 16 au 25 juillet 2021 ! Les 7 jeunes que Comundo avait sélectionnés pour l'édition 2020, hélas annulée, pourront ainsi se retrouver pour décerner le Prix du Jury des Jeunes Comundo. Une expérience intense, encadrée par le réalisateur Rob Jan Lacombe, pour distinguer un film qui engage la réflexion sur la jeunesse.

Plus d'infos sur :

→ www.fiff.ch/fr

IMPRESSUM : HORIZONS / HORIZONTE /

CARTABIANCA, 4 numéros par an,

prix de l'abo : CHF 20.-, déduit de votre don ;

tirage : 35'700 exemplaires ; ISSN 2673-7558

Éditeur : Comundo, Kreuzbuchstrasse 44,

CH-6006 Luzern, www.comundo.org, Tél. 058 854 12 40,

fribourg@comundo.org ; CCP : 17-1480-9,

IBAN : CH89 0900 0000 1700 1480 9 ;

Rédaction : Christa Arnet-Engetschwiler, direction ;

Lina Aerni ; Simone Bischof-Lusti ; Philippe Neyroud ;

Priscilla De Lima ; Daniel Scherrer ;

Photographie : Marcel Kaufmann ;

Graphisme : Medianovis AG, Zürich ;

Imprimerie : Engelberger Druck AG, Stans



Abonnez-vous à notre Newsletter !

Les dernières infos sur nos projets et événements :

→ www.comundo.org/fr/newsletter

Ou à travers les réseaux sociaux :



facebook.com/ComundoFribourg



twitter.com/ComundoFribourg



« Nous connaissons Comundo, qui s'appelait alors Mission Bethléem Immensee, grâce au Père Silvio Bernasconi. Nous avons apprécié sa vision, ça nous a touché plein cœur. Depuis, nous soutenons le travail de leurs coopérant-e-s et continuerons à le faire. »

Annick et Errico
donateurs Comundo de la première heure

Merci de tout cœur pour votre soutien!

Dons

CCP : 17-1480-9
IBAN : CH89 0900 0000 1700 1480 9

Comundo

Bureau Suisse romande
Rue des Alpes 44, CH-1700 Fribourg
Tél. +41 58 854 12 40 | fribourg@comundo.org



www.comundo.org/fr

Des coopérant-e-s pour un monde plus juste